

## Etats-Unis : Défense et politique étrangère

SEPTEMBRE 2014

[Maya Kandel, responsable du programme sur les Etats-Unis à l'IRSEM](#)

### Sommaire

FOCUS : La « nouvelle » stratégie américaine contre l'Etat Islamique .....	1
Le revirement .....	1
La Syrie, « trou béant » dans la stratégie d'Obama .....	2
Le débat sur les pouvoirs de guerre .....	3
De nombreuses questions en suspens .....	3
Autres ressources à signaler sur l'EI .....	3
SELECTION .....	4
La polémique du mois (la science politique sert-elle à quelque chose ?).....	4
Europe, OTAN, Ukraine .....	4
En Afrique, l'armée (américaine) mobilisée contre Ebola.....	4
L'argent étranger des think tanks de Washington .....	4
Les rapports à ne pas rater.....	4

Ce mois-ci, un focus sur la « nouvelle » **stratégie américaine contre l'Etat Islamique** et les débats qu'elle provoque aux Etats-Unis, particulièrement au **Congrès** à quelques semaines d'**élections de mi-mandat** très disputées, puisque les démocrates pourraient perdre le Sénat. Par ailleurs, un tour d'horizon de quelques autres dossiers, **de l'Europe à l'Afrique**, sans oublier la **polémique du mois** dans la société de conversation washingtonienne : la science politique sert-elle à quelque chose ?

### FOCUS : La « nouvelle » stratégie américaine contre l'Etat Islamique

#### Le revirement

Le 28 août, Obama déclarait malencontreusement lors d'une conférence de presse que les Etats-Unis « n'avaient pas encore de stratégie » en Syrie et en Irak (voir le [texte](#) et la [vidéo](#) de la conférence de presse). Lapsus sans doute, mais qui entendait souligner que les médias allaient un peu vite en besogne, plus vite en tout cas que la Maison Blanche. En réalité, la Maison Blanche était alors en

train de réunir la coalition, en particulier du côté des alliés arabes de Washington, pour attaquer l'EI, coalition indispensable aux yeux d'Obama, fidèle à sa méthode privilégiée (avatar du leadership en retrait) et déjà annoncée à la mi-août après l'assassinat de Jim Foley.

Mais l'assassinat d'un deuxième journaliste américain début septembre va provoquer une accélération du tempo, rendue apparemment nécessaire aux yeux d'Obama par les réactions du public et l'approche des élections de mi-mandat, alors que les républicains multiplient les [attaques](#) contre les démocrates pour leadership faible et absence de stratégie. La politique étrangère semble d'ailleurs en passe de devenir un [enjeu](#) de ces prochaines élections parlementaires (5 novembre, renouvellement de la Chambre et d'un tiers du Sénat), contre toute attente.

Le directeur du contre-terrorisme américain a eu beau [déclarer](#) que l'EI n'a aucunement, selon ses informations, planifié d'attaque contre les Etats-Unis, la deuxième décapitation a [galvanisé](#) l'opinion dans l'immédiat, et semble entraîner la Maison Blanche dans le sillon d'une réaction obligée de vengeance face à l'affront fait à l'Amérique. Obama semble par ailleurs avoir été [conforté](#) par les experts de divers *think tanks* washingtoniens convoqués à la Maison Blanche pour recevoir un briefing-test la veille du [discours présidentiel](#) annonçant l'extension des frappes à la Syrie, le 10 septembre.

On notera que ce discours a donc eu lieu un an jour pour jour après celui de 2013 où Obama renonçait aux frappes contre Assad pour poursuivre la « voie diplomatique » suggérée par Moscou sur la question des armes chimiques du gouvernement syrien. L'ironie est amère, puisque les frappes n'ont, à ce jour, visé que des adversaires de Assad – que l'on n'a guère entendu protester (de même que Moscou et Téhéran). A noter, les réactions très [mitigées](#) des médias arabes au discours du 10 septembre. A l'inverse, les sociétés privées se frotteraient les mains, selon cet autre [article](#).

Obama a [nommé](#) le général John Allen, artisan du « réveil » sunnite et de la réussite du *surge* de 2007, pour coordonner les actions de la coalition internationale contre l'EI. Mais pour l'instant, le soutien des tribus sunnites à l'EI en Irak semble persister, ce qui [inquiète](#) Washington, et menace la stratégie américaine et son mantra « *no boots on the ground* ». Signalons à ce sujet le retour de [Fred Kagan](#), père intellectuel de la stratégie du *surge* de 2007, qui considère d'ailleurs qu'une telle stratégie (sans combattants américains) ne peut réussir et recommande d'envoyer 25 000 soldats sur le terrain.

### **La Syrie, « trou béant » dans la stratégie d'Obama**

Malgré les progrès dans l'assemblage de la [coalition internationale](#), les auditions au Congrès n'ont pas manqué de souligner le « [trou béant](#) » dans la stratégie d'Obama, à savoir la Syrie.

Ce qui n'a pas empêché les deux chambres du Congrès d'approuver l'amendement sur la Syrie (finançant l'armement des rebelles « modérés »). On notera qu'à la Chambre, davantage de démocrates ont voté [contre](#), avec la [coalition](#) des démocrates anti-guerre et des républicains « libertariens » représentant quand même un tiers de la Chambre. Enfin, au [Sénat](#), on notera aussi l'opposition de plusieurs sénateurs pressentis pour des primaires présidentielles à droite et à gauche – Ted Cruz, Rand Paul ou encore Elizabeth Warren.

La probabilité d'un vote d'autorisation avant les élections est quasi-nulle, et celle d'un vote avant Noël semble s'éloigner (à noter : Obama a le pouvoir constitutionnel de rappeler le Congrès pour un vote mais ne le fera pas car cela embarrasserait davantage les démocrates). Pour l'instant, Obama [a invoqué](#) l'autorisation de 2002 sur la guerre en Irak dans une lettre au Congrès, et les parlementaires [soutiennent](#) le président, avec des nuances (lui lier les mains ou non avec une interdiction de déployer les troupes au sol ; faire une autorisation ouverte ou spécifique).

## Le débat sur les pouvoirs de guerre

Tout cela n'est guère surprenant et ne rompt pas avec la pratique récente, même si la Constitution américaine donne au seul Congrès le droit de déclarer la guerre (il l'a fait pour la dernière fois en 1941-1942) et si la loi sur les pouvoirs de guerre de 1973 impose un vote d'autorisation des parlementaires au plus tard 90 jours après un déploiement et/ou le début d'hostilités sur un théâtre étranger (tous les présidents depuis Nixon ont déclaré cette loi inconstitutionnelle, tout en en respectant l'esprit, sinon la lettre).

En réalité, Obama a seulement besoin que le Congrès finance sa stratégie, ce qui ne devrait pas poser de problème via le budget des opérations – OCO – qui n'est pas soumis aux limites imposées par la loi de contrôle budgétaire de 2011 sur la « séquestration ». Quant aux parlementaires, ils préféreraient en majorité ne pas avoir à voter du tout, afin d'éviter tout partage de la responsabilité et donc du risques des opérations.

Pour plus de détails et un rappel historique sur ces questions, voir [Le Congrès, acteur essentiel de la politique étrangère américaine](#), en particulier le chapitre sur les pouvoirs de guerre.

## De nombreuses questions en suspens

Il reste que de nombreuses questions demeurent en suspens, en raison des intérêts et objectifs divergents voire contradictoires des membres de la coalition internationale assemblée par Washington. On les retrouve dans les innombrables débats et rapports qui agitent la communauté des think tanks sur ce sujet (voir par exemple [ici](#) pour la Brookings, [ici](#) pour le Carnegie Endowment ou encore [ici](#) pour l'American Enterprise Institute).

Quel degré de coordination avec l'opposition syrienne (et laquelle) ? mais aussi avec l'Iran et même Assad, qui pour l'instant ne peuvent que se réjouir des frappes effectuées en Syrie ?

Quel est le but de ces frappes ? Peuvent-elles espérer chasser l'EI du territoire qu'il contrôle en Syrie, sans relai au sol (pour l'instant, les résultats ne sont guère probants, au contraire) ?

Quel est le modèle pour la suite ? l'Irak ? le Yémen, comme l'invoquait Obama ? Mais l'évolution récente de ces deux pays n'est guère encourageante.

Enfin, quels seront les effets indésirables, en Syrie (rapprochement de diverses factions avec l'EI), en Irak (soutien sunnite à l'EI), mais aussi dans d'autres zones du contre-terrorisme (Sahel, Corne de l'Afrique), en Europe et aux Etats-Unis ? Tous les membres de la coalition y sont-ils préparés ?

## Autres ressources à signaler sur l'EI

Le [discours](#) d'Obama à l'Assemblée Générale de l'ONU le 24 septembre, où il insiste sur la coalition internationale et le menace globale que fait peser l'EI.

Ce très bon article du *New York Times* sur le « [pedigree](#) » (leadership et membres) de l'EI, qui fait de l'organisation de fait un « hybride entre des terroristes et une armée ».

Cet article de *Breaking Defense* entend démontrer, à partir d'une [analyse](#) des cibles publiées par CENTCOM, que l'organisation reste peu sophistiquée du point de vue technologique, malgré ses moyens financiers.

[Backgrounder](#) du CFR, avec de nombreux liens utiles.

Le débat sur l'autorisation de la guerre : très bon [article](#) du blog *Just Security* qui rappelle les grandes lignes du débat et les autorisations existantes (2001, 2002, et pratique de la loi sur les pouvoirs de guerre depuis son vote en 1973 ; en français, voir [ici](#)).

## SELECTION

### La polémique du mois (la science politique sert-elle à quelque chose ?)

[Tom Ricks contre la science politique](#) : l'expert défense de *Foreign Policy* lance un pavé en s'en prenant à la revue *International Security* qu'il juge « ennuyeuse » alors même qu'il se passe tant de choses dans le monde. Quelques lignes qui ne sont ni très convaincantes, ni même argumentées, mais vont provoquer une discussion qui le sera beaucoup plus. Voir par exemple [cet article](#) dans la rubrique « Monkey Cage » du *Washington Post*, qui offre une tribune aux politologues pour évoquer le lien entre leurs travaux et l'actualité. A lire également, la [réponse de Daniel Drezner](#), professeur de relations internationales à Tufts, qui rassemble de nombreux et excellents liens parmi les réactions à cette polémique.

### Europe, OTAN, Ukraine

Malgré les déclarations fortes d'Obama au sommet de l'OTAN début septembre, il ne faut pas s'attendre à ce que Washington « re-pivote » vers l'Europe. Pour autant, [cet article](#) souligne que l'empreinte plus légère actuelle des Etats-Unis sur le continent européen représente tout de même 29 bases ou sites hébergeant 69 000 soldats américains.

Le [président ukrainien](#) s'est exprimé devant les élus du Congrès américain, auxquels il a réclamé des armes – de même qu'à la Maison Blanche, qui lui a signifié que ce ne serait pas possible (on notera à ce propos que le Speaker Boehner a donc pu caser l'Ukraine dans l'emploi du temps du Congrès, mais non le Premier ministre indien, ce qui en dit long sur le « pivot » vers l'Asie).

A signaler, cet article sur la crise ukrainienne vue par [la Chine](#) (et pour info, ma contribution au débat sur [les défis du partenariat transatlantique](#) pour La Documentation Française).

### En Afrique, l'armée (américaine) mobilisée contre Ebola

De manière révélatrice, la réponse américaine passe par l'outil militaire : [soutien logistique](#), mais surtout [3000 soldats](#) américains sur place, soit davantage que pour la lutte contre l'EI en Irak. On notera également que la réponse du Congrès a été un [soutien bipartisan](#), fait rare, en particulier de la part des républicains de la Chambre.

### L'argent étranger des think tanks de Washington

L'article du mois : cette enquête du *New York Times* sur les [financements étrangers](#) dans les *think tanks* de Washington, ce qu'ils financent et ce qu'ils espèrent acheter ainsi. En particulier, le journaliste se demande dans quelle mesure ces pratiques constituent une infraction à une loi fédérale datant de 1938, le *Foreign Agents Registration Act*, qui visait à l'époque la propagande nazie aux Etats-Unis et oblige toute personne ou entité recevant un financement étranger pour un travail d'influence aux Etats-Unis à faire une déclaration détaillée au ministère de la Justice américaine.

### Les rapports à ne pas rater

La [stratégie 2014](#) des services de renseignement américains (*National Intelligence Strategy*).

Le [rapport 2014](#) du Chicago Council on Global Affairs sur l'opinion américaine et la politique étrangère, intitulé « la politique étrangère à l'heure du repli » (*Foreign Policy in the Age of Retrenchment*). Et la [critique](#) qu'en fait le politologue Stephen Walt.

Enfin un article passionnant et précis sur la [prise de décision](#) en politique étrangère dans la Maison Blanche d'Obama.

Retrouvez cette note ainsi que les précédentes sur le site de l'IRSEM [ici](#). Vous pouvez également suivre mon compte Twitter de veille sur les Etats-Unis [ici](#).